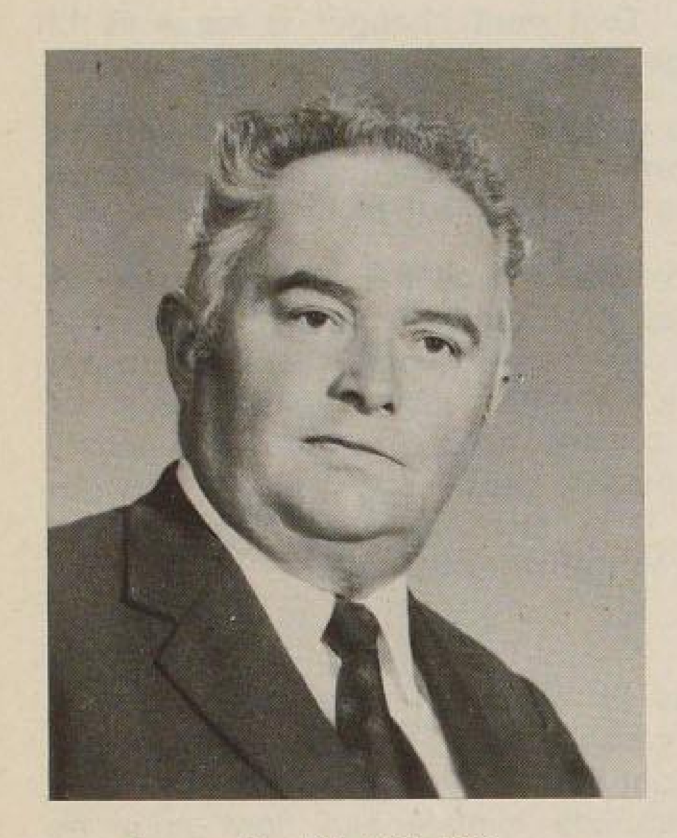
(Troisième Circonscription) - ISSOIRE



Joseph PLANEIX
Candidat



Pierre BOUCHAUDY
Suppléant

Electrices, Electeurs, Chers Amis,

La France est en expansion. Le Gouvernement et sa majorité l'affirment. Ils en font le leitmotiv de la campagne électorale.

La croissance économique de notre pays au cours de ces dernières années est indéniable. Mais la France n'en a pas le privilège car la plupart des économies de nos voisins et partenaires européens connaissent également une expansion rapide.

Malheureusement, en France, des ombres graves marquent le tableau idyllique que l'on trace chaque jour à la télévision. La croissance n'a pas permis d'augmenter réellement le niveau de vie et le pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, car notre progrès économique est rapidement mangé par une inquiétante hausse des prix. Celle-ci ronge notre monnaie et **après les 6 % d'augmentation de l'année 1972 (alors que le Ministre des Finances avait promis 3 %)**, le franc se trouve amputé d'une large partie de sa valeur, déjà atteinte par la dévalution de 1969. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que les capitaux étrangers se détournent de notre monnaie, tandis que l'on fait croire que la fuite devant le franc est la faute du programme de gouvernement.

Les injustices

En outre, jamais les injustices ont été aussi profondes qu'aujourd'hui. Dans le même temps où l'économie française croissait, on refusait **les justes retraites** aux personnes âgées, trop souvent contraintes de vivre avec la misérable allocation de 12,32 F par jour. On refusait de satisfaire **les revendications des anciens combattants et particulièrement celles des anciens prisonniers de guerre.** On refusait de fixer le **salaire minimum à 1 000 F** par mois et d'abaisser **l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.** On refusait d'augmenter les avantages consentis par **la Sécurité sociale,** notamment en ce qui concerne le remboursement des soins hospitaliers. On refusait d'ajuster le pouvoir d'achat. On refusait de répartir entre les familles le boni des caisses **d'allocations familiales,** de sorte que les prestations ont aujourd'hui pris un retard considérable par rapport au coût de la vie. On refusait la **parité tant promise aux agriculteurs,** et tandis que montent les prix à la consommation, on contraint à la stagnation les prix à la production, **accélérant par là même la dépopulation de nos campagnes.** On refusait aussi de reconnaître **aux commerçants et artisans** leurs justes droits à la solidarité nationale, leur imposant toujours plus de charges ficales et sociales et les laissant à découvert face à la concurrence des grosses affaires. On refusait encore de donner **à notre jeunesse l'égalité des chances** à laquelle elle a droit, en maintenant en vigueur un barème unique pour les attributions de bourses.

Non seulement les injustices frappent toutes les catégories sociales modestes, mais encore elles frappent **les régions et les collectivités locales.** Tandis qu'on finance, à Paris et ailleurs, des travaux de prestige coûteux et inefficaces, on ampute peu à peu nos régions de leurs services publics : **combien d'écoles rurales, de bureaux de poste, de recettes locales des impôts, de perceptions ont été fermés au cours de ces dernières années, incitant les jeunes à l'exode rural.** Quant à nos communes, elles sont dans l'impossibilité de faire face à leurs charges. Les subventions sont réduites, souvent inexistantes, et **l'Etat prélève la T.V.A. sur tous les travaux,** de sorte que la fiscalité locale, foncière, mobilière et patente, sert aujourd'hui à financer le budget de l'Etat.

Pendant les quinze années de pouvoir sans partage, notre région a profondément ressenti cette politique et ces injustices. Et si le Conseil général, à majorité socialiste, n'avait pas été là pour se substituer à l'Etat ou pour corriger la politique gouvernementale, la situation serait pire encore. Et comment ne pas évoquer **la difficile reconversion de notre bassin minier,** maintenant que se sont évanouies les belles promesses.

Aussi, au moment où vous êtes appelés à élire les députés à l'Assemblée nationale, je me devais de rappeler ces quelques réalités qui ont guidé mon action depuis 1962, date à laquelle vous m'avez désigné pour la première fois pour vous représenter au Parlement. Sans relâche, j'ai lutté pour améliorer votre sort, pour réduire les injustices, pour placer notre circonscription sur la voie du progrès et de l'expansion. Mais comment ne pas ressentir de l'amertume lorsqu'on voit l'argent des contribuables couler à flots dans les poches de quelques-uns, **lorsque je vous vois payer l'impôt qu'on rembourse aux porteurs d'avoirs fiscaux,** lorsque je vois les gaspillages de toutes sortes qui ruinent le budget de l'Etat **alors qu'on refuse à nos communes les quelques subventions** qui seraient nécessaires pour améliorer la vie de leurs administrés.

Tout peut changer

Mais toutes ces injustices, tous ces scandales ne sont pas irréversibles. **Tout peut changer si les 4 et 11 mars 1973 les Français manifestent clairement leur volonté de voir la France gouvernée par une nouvelle majorité.**

La gauche, pour sa part, est prête, à assumer cette charge. Unie autour du programme de Gouvernement, elle se propose de transformer profondément notre pays, par une répartition différente des produits d'une croissance économique que nous voulons, nous aussi, très vive, mais débarrassée de ce cancer qu'est la hausse des prix.

Pour notre région, pour notre circonscription, l'enjeu des élections législatives est capital. **Seul un changement dans l'ordre des priorités budgétaires** permettra de donner à notre population les nombreux équipements dont elle a besoin, d'équiper et de moderniser nos communes, de rendre justice à tous les oubliés de l'expansion, travailleurs, petits agriculteurs, commerçants et artisans, petits salariés et fonctionnaires, sans oublier tous ceux qui souffrent, personnes âgées, handicapés, malades, femmes seules. Sans oublier non plus notre jeunesse, ardente et généreuse, que la majorité a privée de toute espérance dans une société plus juste. Seul un changement politique peut nous permettre d'industrialiser notre circonscription, de faire d'Issoire et du bassin minier des centres économiques dynamiques qui entraîneront dans leur sillage tout son environnement.

Dans l'ordre républicain et dans la liberté.

Tous ces changements sont possibles dans l'ordre républicain et dans la liberté. Il n'est pas question d'établir dans ce pays une quelconque dictature. **Toutes les libertés seront garanties,** et l'exercice de la démocratie permettra leur plein épanouissement. Les choix individuels, les consciences seront respectés. Le fonctionnement de nos institutions permettra d'éviter les crises répétées et l'instabilité ministérielle dont nous ne voulons plus. La France agira dans le monde pour favoriser la paix et le désarmement, au lieu de répandre partout les armements qu'elle vend aux pays en guerre. Enfin, conformément aux traditions républicaines auxquelles nous sommes profondément attachés, le peuple pourra, s'il le désire, dans un vote libre et secret, mettre fin à l'existence de la nouvelle majorité, si celle-ci n'a pas respecté les engagements solennels qu'elle prend aujourd'hui devant le pays.

Electrices, Electeurs, les 4 et 11 mars, vous aurez la parole. Vous aurez à juger mon action au cours de la législature écoulée. Pendant ces cinq années, j'ai scrupuleusement rempli mon mandat. Toutes celles et tous ceux qui ont fait appel à moi savent combien je me suis attaché à faire le maximum pour qu'ils aient satisfaction. Les maires savent combien j'ai eu le souci de les aider dans l'accomplissement difficile de leur mandat.

A vous de choisir.

Vous aurez aussi à faire un choix politique entre la politique de la majorité sortante, son cortège d'injustices et de scandales, et une nouvelle politique, fondée sur la liberté, la démocratie, la justice sociale et la paix.

Pour ma part, j'attends avec sérénité votre jugement.

Vive la 3e circonscription
Vive la République
Vive la France

Joseph PLANEIX

Pierre BOUCHAUDY

Candidats du parti socialiste et des radicaux de gauche, présentés par l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate.

Imp. Mont-Louis P.R.